

LE DROIT DES FRONTIÈRES

Du 25 au 27 octobre 2023 | En personne à Ottawa

47^e Conférence
annuelle de l'ICAJ



ICAJ

Institut canadien
d'administration
de la justice

Écouter. Apprendre. Inspirer.

SÉRIE DE WEBINAIRES SUR « LE DROIT DES FRONTIÈRES »

À PROPOS DE CETTE SÉRIE DE WEBINAIRES

Cette série de webinaires permettra de lancer la discussion et de préparer le terrain en vue d'une conférence nationale sur [le droit des frontières](#), qui aura lieu à Ottawa du 25 au 27 octobre 2023. Les webinaires visent à enrichir les connaissances et à alimenter la discussion sur certains des sujets qui feront partie de thèmes plus larges abordés lors de la conférence.

À qui cette série s'adresse-t-elle ?

Ces webinaires s'adressent à toute la communauté juridique, y compris la magistrature, les membres des tribunaux, les praticiens, les professeurs de droit et les étudiants, ainsi qu'à toute personne s'intéressant aux enjeux liés aux frontières et à la mobilité.

HORAIRE DE DIFFUSION (aperçus et conférenciers aux page suivantes)

1^{er} Webinaire | Le 21 juin 2023

En quête de filiation: la gestation pour autrui transfrontalière ([vidéo en différé](#))

2^e Webinaire | Le 22 août 2023

Responsabilité et réglementation des sociétés canadiennes d'extraction de ressources à l'étranger

3^e Webinaire | Date à confirmer

L'extraction de ressources en territoire autochtone

4^e Webinaire | Date à confirmer

L'application des accords internationaux sur les changements climatiques

INSCRIPTION : <https://ciaj-icaj.ca/fr/programmes-a-venir/serie-de-webinaires-droit-des-frontieres>

COÛT : Membres de l'ICAJ: \$0 (l'inscription est obligatoire) / non membres : 45 \$ par webinaire

LANGUE : En anglais, avec interprétation simultanée

DURÉE : 90 minutes par webinaire

Il sera possible de s'inscrire jusqu'à midi (heure de l'Est), le jour avant la tenue du webinaire.

Note : Le lien permettant d'accéder à la plateforme sera transmis par courriel de 24 à 48 h avant l'événement. Il est préférable de tester la plateforme au préalable. Les personnes faisant partie d'un groupe devraient s'inscrire individuellement, au coût de 45 \$ par personne.

HEURE DE DÉBUT EN FONCTION DES DIFFÉRENTS FUSEAUX HORAIRES AU CANADA

HP : 12 h 30 HR : 13 h 30 HC : 14 h 30 HE : 15 h 30 HA : 16 h 30 HT : 17 h

EN QUÊTE DE FILIATION: LA GESTATION POUR AUTRUI TRANSFRONTALIÈRE

1^{er} webinaire : le 21 juin 2023 ([vidéo en différé](#))

En anglais, avec interprétation simultanée

La gestation pour autrui est devenue une option de choix pour les individus et les couples qui ne peuvent pas avoir d'enfant. Bien qu'elle permette à une grande diversité de personnes de reprendre espoir, elle soulève également des questions juridiques et éthiques complexes, en particulier lorsque les ententes chevauchent les frontières nationales ou internationales.

Chaque province canadienne étant compétente en matière de gestation pour autrui, les règles peuvent varier d'un endroit à l'autre. La loi fédérale sur la procréation assistée encadre aussi la gestation pour autrui, interdisant notamment qu'une femme porteuse soit rétribuée au-delà du remboursement des dépenses raisonnables. Malgré le chevauchement et la diversité des lois, de nombreuses personnes de l'étranger négocient des ententes de gestation pour autrui au Canada.

Ce webinaire explore les considérations éthiques, les défis et les difficultés liées à la gestation pour autrui transfrontalière. Les intervenants discuteront des implications juridiques pour les parents d'intention, les femmes porteuses et les enfants nés de la gestation pour autrui, et examineront les lacunes potentielles dans les lois et les règlements qui s'y rapportent.

Participez à cette discussion passionnante et bénéficiez des connaissances de nos experts, qui vous aideront à mieux cerner les questions complexes qui entourent la gestation pour autrui transfrontalière.

Modératrice

- [Angela Campbell](#), professeure titulaire et vice-principale adjointe (équité et politique académique), Faculté de droit, Université McGill

Conférencières

- [Stefanie Carsley](#), professeure adjointe, Faculté de droit – section de Common Law, Université d'Ottawa
- [Vanessa Gruben](#), professeure agrégée, Faculté de droit – section de Common Law, Université d'Ottawa
- [Erin Nielson](#), professeure et membre du Comité consultatif, Health Law Institute, Faculté de droit, Université de l'Alberta

RESPONSABILITÉ ET RÉGLEMENTATION DES SOCIÉTÉS CANADIENNES D'EXTRACTION DE RESSOURCES À L'ÉTRANGER

2^e webinaire : le 22 août 2023

En anglais, avec interprétation simultanée

Les plaintes à l'encontre des sociétés canadiennes d'extraction de ressources pour des préjudices subis à l'étranger constituent un problème persistant. Les plaignants se heurtent à de nombreuses difficultés lorsqu'ils veulent faire appel à la justice, soit en raison de la complexité des structures des entreprises concernées, de la détermination des régimes juridiques et du for applicables, ou encore de la disparité des ressources entre les parties. Ces affaires comportent des enjeux considérables, et elles impliquent souvent de graves allégations de violation des droits de la personne et de dommages environnementaux. Ce webinaire vise à faire la lumière sur les défis associés à la réglementation et à la responsabilisation des entreprises concernant leurs activités à l'étranger.

La séance fournira une analyse approfondie du cadre réglementaire régissant les activités des entreprises canadiennes à l'étranger, des structures complexes utilisées par ces entreprises et des études de cas de litiges récents.

Les panélistes partageront leurs points de vue sur les défis juridiques et les risques liés à la mise en œuvre d'activités à haut risque dans les pays en développement.

La séance sera animée par un expert en la matière. Les participants auront l'occasion de poser des questions aux panélistes et comprendront mieux les difficultés liées à la réglementation et à la responsabilisation des entreprises canadiennes d'extraction de ressources à l'étranger, ainsi que le rôle d'un comportement responsable des entreprises pour le développement durable.

Modérateur

- [Matt Eisenbrandt](#), directeur des enquêtes transnationales, Camp Fiorante Matthews Mogeran LLP

Conférenciers

- [Sara Ghebremusse](#), professeure adjointe et titulaire de la chaire Cassels Brock en droit minier et en finance, Faculté de droit, Université Western
- [Shin Imai](#), professeur émérite, Osgoode Hall Law School, Université York

L'EXTRACTION DE RESSOURCES EN TERRITOIRE AUTOCHTONE

3^e webinaire : Date à confirmer

En anglais, avec interprétation simultanée

Ce webinaire explore le thème de l'extraction des ressources dans le contexte des territoires autochtones.

Tout au long de l'histoire, l'exploitation des ressources naturelles a été étroitement liée aux communautés autochtones et à leurs territoires ancestraux. Qu'il s'agisse de l'obligation de consulter de la Couronne ou de la question même de la compétence autochtone sur les terres traditionnelles, l'extraction de ressources soulève la question des frontières, à savoir qui a le droit de procéder à l'extraction et qui peut consentir à ce qu'un tel travail soit effectué sur le territoire. Elle soulève également la question de savoir comment nous pouvons parvenir à un développement durable des ressources.

En nous penchant sur ces sujets, nous souhaitons favoriser une meilleure compréhension des complexités inhérentes à l'extraction des ressources sur les territoires autochtones et contribuer à préparer l'avenir.

Modérateur et conférenciers à confirmer

L'APPLICATION DES ACCORDS INTERNATIONAUX SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

4^e webinaire : Date à confirmer

En anglais, avec interprétation simultanée

Les incendies de forêt qui ont frappé le Québec, l'Alberta, la Colombie-Britannique et d'autres provinces canadiennes au cours de l'été 2023 suscitent d'importantes questions sur les changements climatiques et le rôle du Canada dans la lutte contre ce phénomène.

Ce webinaire explore l'application des accords internationaux sur les changements climatiques dans le cadre du droit canadien. En particulier, quelle est la position du Canada par rapport aux autres pays en ce qui concerne la *Convention-cadre des Nations unies* sur les changements climatiques. Il examine également la complexité de l'application du droit de l'environnement au Canada en raison de la structure constitutionnelle du pays et de la nécessaire coopération fédérale-provinciale.

Le webinaire soulèvera des questions aussi bien juridiques que politiques face au problème le plus pressant sur la planète.

Modérateur et conférenciers à confirmer

Président d'honneur : L'honorable Mahmud Jamal, juge à la Cour suprême du Canada

LE DROIT DES FRONTIÈRES

47^e Conférence
annuelle de l'ICAJ

Du 25 au 27 octobre 2023 | En personne à Ottawa



Détails et inscription : <https://ciaj-icaj.ca/fr/programmes-a-venir/conference-annuelle-2023/>

Contactez-nous !

Veuillez nous contacter si vous désirez en savoir davantage sur notre organisme et sur les avantages de l'adhésion, ou si vous souhaitez contribuer à notre mission.

Institut canadien d'administration de la justice

5950, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 450
Montréal, Québec, Canada
H3S 1Z6

Tél.: 514 731-2855 | Courriel : icaj@ciaj-icaj.ca



www.ciaj-icaj.ca